

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 Reims

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **VIVESCIA Pringy**

2 rue Clément Ader  
BP 1017  
51685 Reims

Références : D1 i 2023 861  
Code AIOT : 0005701733

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement VIVESCIA implanté 54, Grande Rue 51 300 Pringy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- 54, Grande Rue 51300 Pringy
- Code AIOT : 0005701733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Vivescia de Pringy comprend un silo de collecte et un silo de report. Il fait partie d'un complexe comprenant également des unités de production Kalizea et Malteurop.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- réception de la réserve incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserve incendie	AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La capacité en eau mobilisable sur le site en cas d'incendie s'est révélée insuffisante. Ce constat avait l'objet d'une mise en demeure lors d'une précédente visite.

Le jour de la visite, le réserve incendie complémentaire était en place et avait fait l'objet d'une réception opérationnelle par le SDIS. L'essai d'aspiration a été concluant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réserve incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réserve incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin d'assurer la ressource en eau suffisante sur le site, conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2007 susvisé. Pour l'ensemble du complexe (Malteurop, Champagne Maïs, et Champagne Céréales), 3 poteaux assurant chacun un débit de 60 m <sup>3</sup> /h et un débit simultané de 180 m <sup>3</sup> /h seront mobilisables.
<b>Constats :</b> Pour l'ensemble du complexe 180 m <sup>3</sup> /h doivent pouvoir être mobilisés, or en cas de mobilisation des trois poteaux incendie simultanément, la pression n'était pas suffisante. Il a donc été décidé d'installer une réserve incendie complémentaire. La nouvelle réserve incendie aérienne d'une capacité de 120 m <sup>3</sup> , complémentaire aux installations existantes était en place. La fiche de réception opérationnelle réalisée par le SDIS a été présentée. Un essai d'aspiration a été réalisé, il était concluant. Malgré tout, la fiche faisait état d'aménagements à prévoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>– réalisation d'une plateforme de stationnement des véhicules incendie ;</li> <li>– Signalisation pour le stationnement des véhicules pompier ;</li> <li>– Signalisation pour localiser la réserve ;</li> </ul> Le jour de la visite, les aménagements demandés étaient en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet